



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 27 mars 2014

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : GIE DU COSTET BEILLARD sise à GERARDMER

--	--	--

[Handwritten signature]

1 POSITIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT PAR RAPPORT A LA DIRECTIVE DITE « IED »

Contexte

Conformément aux dispositions de l'article R515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation existante visée par les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement (chapitre 2 de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010), doit faire parvenir au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013, soit avant le 5 novembre 2013, une proposition motivée de rubrique principale et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale pour son activité.

L'exploitant du GIE DU COSTET BEILLARD autorisée par arrêté préfectoral modifié n° 566/2006 du 21 février 2006 a fait parvenir dans nos services une proposition de positionnement par courriel reçu le 27 mars 2014.

Les activités exercées n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC.

Analyse de l'Inspection

Parmi les rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant propose de retenir la rubrique 3710 (Traitement des eaux résiduaires) comme rubrique principale de l'installation. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de document BREF sur le traitement des eaux résiduaires.

La circulaire du 30 décembre 2013 émise par la Directrice Générale de la Prévention des Risques rappelle que : « (...) **l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles s'applique y compris en l'absence de document BREF ou de conclusion sur les MTD applicables**, que cette absence soit provisoire ou définitive. Les MTD doivent en ce cas être déterminées en tenant compte de la définition et de critères permettant la détermination des meilleures techniques disponibles précisés au sein de l'arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, listes et critères de la directive 2010/75/UE ».

Au vu des justifications apportées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées considère que la proposition de l'exploitant est adaptée à l'établissement situé sur la commune de GERARDMER et dont les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral modifié n° 566/2006 du 21 février 2006. L'inspection propose au Préfet d'acter la rubrique principale « IED » proposée. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens, est annexé au présent rapport.

Proposition de l'inspection

L'inspection propose à Monsieur le Préfet des Vosges de donner acte de ses propositions et de lui indiquer qu'il a pris bonne note de la nouvelle rubrique par laquelle son installation est concernée.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte cet élément est proposé en annexe.

2 CONCLUSION

L'inspection des installations classées propose, en application de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, de soumettre le projet d'arrêté annexé au présent rapport, à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société GIE DU COSTET BEILLARD
sise sur la commune de GERARDMER

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
Vu le code de l'environnement et en particulier son Livre V ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 566/2006 du 21 février 2006 autorisant le GIE DU COSTET BEILLARD sur le territoire de la commune de GERARDMER ;
Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 05 juillet 2013 ;
Vu le courriel de l'exploitant daté du 27 mars 2014 ;
Vu le rapport de l'inspection daté du 27 mars 2014 ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'Environnement, l'exploitant a proposé à Monsieur Le Préfet des Vosges, par courrier précité, de retenir la rubrique 3710 comme rubrique principale de l'exploitation ;

Considérant par ailleurs que, conformément aux dispositions de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er}. L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 566/2006 du 21 février 2006 est complété comme suit :

« Pour l'ensemble des installations visées par l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement et dont l'exploitation est autorisée par le présent arrêté, la rubrique principale est la rubrique 3710 relative au traitement des eaux résiduaires ».

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 566/2006 est remplacée par :

Numéro	Activités	A/D	Observations
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 ou 2751 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre I ^{er} du livre V	A ¹	Capacité de production : 500 m ³ /j

Articles d'exécution

¹ A : Autorisation